

**Anne François** Conseillère psychopédagogique ;  
**Michel Parys** Parent et analyste ;  
**Laurent Ledoux** Manager, ex-président SPF Mobilité

## L'excellence requiert plus de respect et de confiance

**Plus d'une centaine de parents, d'acteurs et de travailleurs du secteur de l'enseignement adressent une lettre ouverte aux partis et mandataires de la Fédération Wallonie-Bruxelles afin que le Pacte ne soit pas la énième réforme inefficace.**

Depuis des décennies, les réformes scolaires ont échoué : les disparités s'accroissent, les échecs restent trop nombreux, l'insatisfaction des parents grandit. Transformer l'école est donc impératif pour relever les nouveaux défis sociétaux, réactiver sa fonction d'ascenseur social et favoriser – sans la brader – la réussite scolaire. Mais cette transformation qui vise la hausse du niveau scolaire pour tous les élèves (« l'excellence ») ne peut réussir que si elle se fait en impliquant les profs, les directions, les parents et tous les partenaires de l'école.

Les penseurs du « Pacte pour un enseignement d'excellence » semblaient l'avoir compris : ils annonçaient une « autre gouvernance, respectueuse de tous ». Leurs intentions déclarées n'ont pourtant pas été concrétisées. Ils ont laissé des instances intermédiaires formant le Groupe central, décalées de leur base, s'appropriant les discussions. Des représentants de PO déconnectés des directions d'école, des représentants syndicaux loin des préoccupations pédagogiques des enseignants, et des membres de cabinets et de l'administration idéologiques ont monopolisé les négociations. Résultat : de nombreuses contradictions et imprécisions dans le rapport final. En sus, le monde politique – majorité et opposition confondues – n'a pas construit le consensus indispensable à l'application sur plusieurs législatures des conclusions du Pacte, impératif d'une réforme efficace.

Pour y remédier, nous proposons que le nouveau gouvernement revoie le Pacte, avec l'appui des véritables acteurs de terrain, sur la base des cinq principes suivants :

**1. Méthode inversée.** Partons de la base, et pas du haut. N'imposons pas un modèle rigide à toutes les écoles. Identifions et valorisons tout ce qui fonctionne en leur sein et incitons les autres à s'en inspirer, à initier leurs propres démarches, et à dégager les solutions les plus adaptées pour relever leurs défis spécifiques.

**2. Equipes pédagogiques libérées.** Privilégions leur accompagnement plutôt que le contrôle normatif. Veillons à

ce que le politique fixe les grands objectifs de l'enseignement mais pas ses modalités de fonctionnement. Stimulons l'engagement et la créativité des profs, conditions indispensables de la motivation des élèves et de leur réussite scolaire, par l'autonomie et la confiance.

**3. Collaboration accrue.** Renforçons les compétences des directions d'école et des enseignants au travail en équipe, à la prise en compte des intelligences multiples, à la pédagogie par projet et aux « savoirs comportementaux ». Donnons aux directions les moyens de composer des équipes cohérentes en fonction de leurs projets pédagogiques spécifiques pour répondre aux réalités particulières de leur terrain. Révisons pour ce faire, en profondeur, le décret « Titres et fonctions ».

**4. Elèves au centre.** Conciliions l'exigence et la bienveillance sur le plan pédagogique. Stimulons le travail des élèves pour que les résultats scolaires augmentent réellement plutôt qu'artificiellement (par des adaptations « orientées » du système de certification). Donnons aux directions et aux enseignants les moyens d'assurer une réelle mixité sociale et pédagogique plutôt que de la décréter. Refaisons de l'école un réel ascenseur social plutôt qu'un lieu de nivellement par le bas.

**5. Enseignants respectés et responsables.** Valorisons, dans et en dehors de l'école, les initiatives pédagogiques des enseignants entreprenants. Aidons-les quand ils peinent. Prenons les mesures qui s'imposent vis-à-vis de ceux qui ne respectent plus leurs engagements. Dynamisons ainsi partout l'enseignement public – au lieu de l'affaiblir – et freinons de la sorte une privatisation sournoise et délétère pour tous.

Ne gaspillons donc pas cette crise gouvernementale : elle offre l'opportunité unique de revoir le Pacte et, tout en gardant ce qu'il a de bon, de l'ancrer dans une gouvernance axée sur le respect, la confiance et l'autonomie des acteurs de terrain, conditions indispensables pour stimuler la prise d'initiatives adaptées aux réalités du terrain de chaque école et la collaboration entre tous avec, pour guide, la remise des élèves au centre des préoccupations. ■

### LE SOIR -1-

La version intégrale de cette carte blanche cosignée par plus de cent enseignants, directeurs d'école, parents, chefs d'entreprises, managers peut être consultée sur [plus.lesoir.be](http://plus.lesoir.be).